

# CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE SUR LE SITE MARTELLY

## AVENANT N°3 DE PROROGATION POUR CESSION

EN PHASE RÉALISATION

**Commune de Grasse**  
Département des Alpes Maritimes

### Entre

**La Commune de Grasse** représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Conseil Municipal en date du \_\_\_\_\_,

Désigné ci-après par «la COMMUNE»

D'une part,

### Et

**L'Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur**, établissement d'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est à MARSEILLE (13 001) – Immeuble « Le Noailles », 62-64 La Canebière – représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, dont le mandat a été renouvelé par arrêté ministériel du 27 juin 2018 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n°2019/\_\_\_\_\_ en date du 24 Juin 2019.

Désigné ci-après par les initiales «EPF».

D'autre part,

## Préambule et objet de l'avenant

Le quartier dénommé Martelly a été identifié comme secteur stratégique de renouvellement urbain du centre-ville de Grasse. La volonté est de lui donner une vocation économique très affirmée et permettant le renforcement de l'attractivité du centre-ville.

En mars 2012, il a été procédé à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur ce secteur, dont le Maître d'Ouvrage est la SPL Grasse Développement en tant que concessionnaire sur le centre historique.

La commune de Grasse a approuvé par délibération de son conseil municipal le 4 juillet 2013 le dossier de réalisation de la ZAC Martelly. Le projet d'aménagement et de constructibilité aboutira à la programmation suivante : 10 200 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales/culturelles, 6 900 m<sup>2</sup> de surfaces logements dont 30% de logements sociaux, 410 m<sup>2</sup> d'équipement, 680 places de stationnement, 3 700 m<sup>2</sup> de jardins publics et 8 000 m<sup>2</sup> d'espaces publics et de circulations.

En parallèle, et par convention en phase « impulsion » signée le 21 décembre 2011, l'EPF assure une veille foncière sur ce secteur.

Un avenant n°1 a été signé le 30 Avril 2013, permettant à l'EPF de constituer le dossier de Déclaration d'Utilité Publique et d'être le bénéficiaire des arrêtés déclaratifs d'utilité publique et de cessibilité, de prolonger la durée de la convention en fonction du planning de la DUP, et d'augmenter l'engagement financier de l'EPF.

Par arrêté du 12 novembre 2014, le préfet des Alpes-Maritimes a déclaré le projet d'utilité publique au profit de l'Etablissement Public Foncier.

Un avenant n°2 a été signé le 28 Juillet 2016 afin d'augmenter le montant de la convention à hauteur de six millions d'euros afin de couvrir l'ensemble des acquisitions du périmètre.

Considérant en 2016, l'attribution au promoteur concepteur Bouygues Immobilier par la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'aménageur public.

Considérant qu'une première tranche de cession a été réalisée en 2016 entre l'EPF et la SPL Pays de Grasse Développement.

Considérant que la demande de permis de construire a été déposée en Mars 2019 par Bouygues Immobilier et compte tenu du planning prévisionnel.

Pour permettre de mener l'opération jusqu'à son terme, il est nécessaire de proroger la convention.

### **CELA EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIVRAIT**

Article 1 – Durée de la convention

---

*(modifie l'article 11 de la convention d'origine et article 9 de l'avenant n°1)*

Le présent avenant prolonge la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2022.

Les périodes d'acquisitions et de portage s'achèvent au terme de la convention.

Les autres articles de la convention d'origine restent inchangés.

Fait à Marseille, le.....  
En 2 exemplaires originaux

Fait à Grasse, le.....<sup>(1)</sup>

**L'Etablissement Public Foncier  
Provence Alpes Côte d'Azur  
représenté par sa Directrice Générale**

**La Commune de Grasse  
représentée par son Maire,**

**Claude BERTOLINO <sup>(2)</sup>**

**Jérôme VIAUD <sup>(2)</sup>**

<sup>(1)</sup> Signature à une date postérieure au contrôle de légalité de la délibération du Conseil Municipal

<sup>(2)</sup> Parapher chaque bas de page